Loussous-Débat : finances de la commune

Commune · Gers (32) · 74 habitants · tranche moins de 100 habitants · comptes 2025

Pour l'exercice 2025, Loussous-Débat affichait un encours de dette de 30 k€, soit 408 € par habitant, une épargne brute égale à 18,4 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 2,9 ans.

Dette par habitant
408 €
30 k€ au total

Capacité de désendettement
2,9 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d'épargne brute
18,4 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
621 € / hab.
46 k€ au total

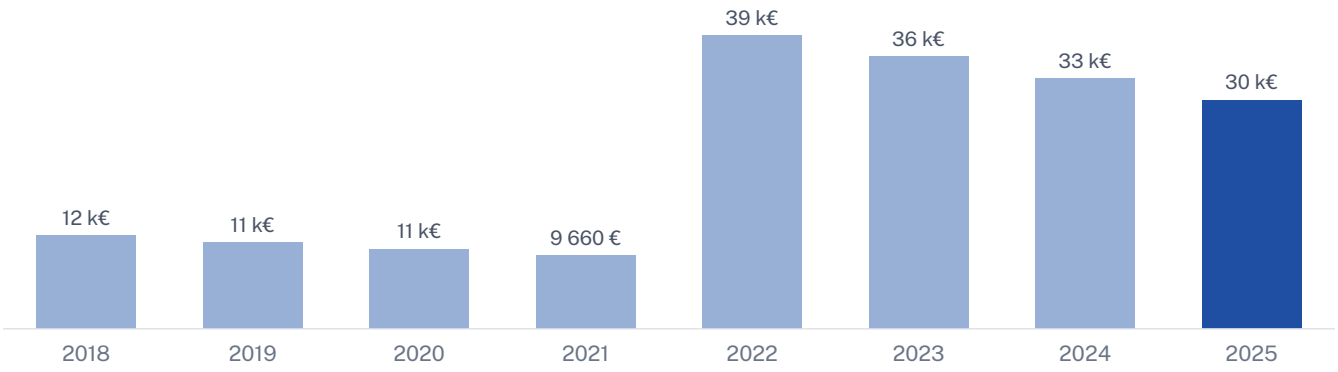
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l'exercice 2025 publiés par l'OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 3 275 communes de moins de 100 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n'est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d'être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	621 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	18,3 %	114 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l'argent en fin d'année ?	18,4 %	140 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d'analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	408 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	41 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Combien rapportent les impôts locaux ?	173 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 12 k€ en 2018 à 30 k€ en 2025 (+145,6 %). Valeur la plus haute : 39 k€ en 2022 ; la plus basse : 9 660 € en 2021.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	12 k€	19,2 %	1,7 ans	7 986 €
2019	11 k€	17,4 %	1,7 ans	7 761 €
2020	11 k€	24,6 %	1 ans	5 997 €
2021	9 660 €	28,9 %	0,7 ans	12 k€
2022	39 k€	27 %	2,6 ans	54 k€
2023	36 k€	31,7 %	1,9 ans	19 k€
2024	33 k€	25,4 %	2,3 ans	7 937 €
2025	30 k€	18,4 %	2,9 ans	3 036 €

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Loussous-Débat	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	408 €	117 €	+249,6 %
Impôts locaux par habitant	173 €	406 €	−57,5 %
Frais de personnel par habitant	114 €	127 €	−10,4 %
Investissement par habitant	41 €	600 €	−93,2 %
Taux d'épargne brute	18,4 %	22,9 %	
Capacité de désendettement	2,9 ans	0,3 ans	

Jumelles : Pisseloup (52), Larbont (09), Puechredon (30), Saint-Julien-de-Gras-Capou (09), Villemorin (17), Normier (21), Saint-Laurent-du-Tencement (27), Saint-Julien-le-Roux (07), Saint-Clément (15), Poyols (26). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	60	74	+23,3 %	−1,7 %
Dette par habitant	191 €	408 €	+114,2 %	−21,4 %
Impôts locaux par habitant	88 €	173 €	+96,2 %	+33 %
Frais de personnel par habitant	183 €	114 €	−37,9 %	+18,8 %
Taux d'épargne brute	17,4 %	18,4 %	+1 point	−2,1 points
Capacité de désendettement	1,7 ans	2,9 ans	+1,2 an	−0,5 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		1 582 €		1 347 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Loussous-Débat	Comparaison
Habitants (2023)	72	+38,5 % depuis 2012 (département : +1,6 %)
65 ans ou plus (2023)	32,9 %	département : 29,3 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	0 pour 100 habitants	département : 3,5
Salariés du secteur privé (2025)	8	

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

30 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 20 emplois, soit 83 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0 %	5,8 %	1,3 %	0 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	40 %	9,1 %	6,6 %	50 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	20 %	13,3 %	20,1 %	0 %
Professions intermédiaires	20 %	24,9 %	26,4 %	0 %
Employés	0 %	26,3 %	26,1 %	0 %
Ouvriers	20 %	20,5 %	19,5 %	50 %

Professions les plus exercées par les habitants : Occitanie

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	44 780	1,8 %
Secrétaires, employés de la bureautique	40 940	1,7 %
Infirmiers en soins généraux salariés	37 710	1,6 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	36 320	1,5 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	35 410	1,5 %
Enseignants titulaires du primaire	34 600	1,4 %
Agents de service des établissements de santé	33 510	1,4 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	31 670	1,3 %
Ingénieurs et cadres d'études, recherche et développement de l'industrie	28 760	1,2 %
Ouvriers du nettoyage	28 260	1,2 %
Conducteurs de poids lourds	26 690	1,1 %
Personnels intermédiaires administratifs des collectivités territoriales et des hôpitaux publics	24 170	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Gers (32)) : 6 645 au moins, dont 42,5 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Agriculteurs	944	46,1 %
Viticulteurs, arboriculteurs	731	40,8 %
Maraîchers et horticulteurs	275	56,7 %
Aides-soignants	265	57 %
Serveurs de cafés restaurants	238	40,3 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	221	91,9 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	206	39,3 %
Ouviers peu qualifiés des industries agro-alimentaires	174	37,4 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	163	34,4 %
Manutentionnaires et déménageurs peu qualifiés	158	48,1 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l’État verse pour les investissements

Indicateur	Loussous-Débat
Subventions d’investissement de l’État accordées (2018-2025)	4 745 € pour 3 projets
Par habitant	64 € (communes de même taille : 310 € ; département : 275 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l’État	27 %
Aides de l’ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2023	DETR	Implantation d’une réserve incendie	2 452 €
2023	DETR	Mise en place de l’adressage	746 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l’Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l’Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.